

## Géopolitique de l'inaction

Ugo Gilbert Tremblay

Number 84, Spring 2021

Qui a peur des changements climatiques ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/96383ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)

2369-2359 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gilbert Tremblay, U. (2021). Géopolitique de l'inaction. *L'Inconvénient*, (84), 27–34.

# Géopolitique de l'inaction

## Un point de vue réaliste sur la crise climatique

ESSAI Ugo Gilbert Tremblay

Une loi de nature fait que si l'on est le plus fort, on commande ; ce n'est pas nous qui avons posé ce principe ou qui avons été les premiers à appliquer ce qu'il énonçait : il existait avant nous et existera toujours après nous.

Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*

Les changements climatiques diminuant la capacité d'accueil mondiale, des guerres d'agression pourront se produire à propos de la nourriture, de l'eau et de l'énergie. Les nombreux décès engendrés par la guerre, la famine et la maladie réduiront la taille de la population totale. Ce qui, avec le temps, équilibrera le nombre de personnes sur Terre avec la capacité d'accueil de la planète.

Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique (2004)

Quiconque se penche sur la question des changements climatiques passera par deux phases : il frissonnera, d'abord, en constatant l'ampleur des scénarios apocalyptiques qu'on nous annonce ; et il sourcillera, ensuite, face à l'incapacité des sociétés humaines à modifier leur conduite en conséquence. Le contraste entre la menace qu'on nous dépeint et l'état semi-paralytique de ceux qui sont visés par cette menace est si grand, si abyssal, qu'il prend la forme d'un mystère anthropologique à élucider. Comment expliquer l'inertie des hommes, alors même qu'ils semblent engagés sur une trajectoire fatale ? Comment expliquer que même les objectifs *les plus ambitieux* que s'est fixés la « communauté internationale » s'avèrent largement en deçà de ce que les scientifiques estiment pourtant nécessaire pour éviter un emballement irréversible du climat ? N'est-ce pas là le signe le plus accablant du fait que l'humanité a secrètement consenti au pire<sup>1</sup> ?

Depuis la publication du fameux rapport du Club de Rome en 1972 à propos de l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde aux

ressources finies<sup>2</sup>, on a beaucoup glosé sur notre inaptitude à prendre acte des limites biophysiques de la Terre. On a bien sûr montré du doigt le productivisme inhérent aux systèmes capitalistes et communistes<sup>3</sup>, la vision à court terme qui affecte de manière congénitale les démocraties représentatives (sans cesse obnubilées par des enjeux de réélection), le rapport de plus en plus artificiel de l'homme à la nature ou encore le caractère insatiable du désir humain (qui aurait trouvé, grâce au tremplin de la révolution industrielle, l'occasion d'une fuite en avant permanente).

Si les militants écologistes ne s'entendent pas tous sur les causes de notre passivité, ils se rejoignent néanmoins sur un point, à savoir que ces causes ne sont pas sans remède. Ils croient, pour le dire autrement, à la possibilité de faire dévier le cours des choses. C'est après tout la condition logique de toute action : avoir la conviction, même modeste, que notre action n'est pas vaine. En ce sens, lorsqu'un intellectuel affirme sur toutes les tribunes que le capitalisme est la cause première



Photo : Isabelle Hayeur, Forêt brûlée #3 au Lac-Saint-Jean, 2020

de la crise climatique, il lui faut croire un tant soit peu à la possibilité d'une réforme rapide et radicale de ce système, si ce n'est de son renversement. De la même façon, lorsque quelqu'un soutient que la principale source des gaz à effet de serre tient à l'appétit frénétique des masses pour les objets superflus, il lui faut croire à la possibilité d'une auto-limitation imminente de cet appétit.

Sans cette croyance en la possibilité de remédier sérieusement aux causes de notre inaction, les diagnostics de ces militants s'apparenteraient au fait, pour un médecin, de diagnostiquer un cancer en phase terminale : il s'agirait alors d'un diagnostic stérile, impuissant, privé de tout antidote, bon tout au plus à tourner le fer dans la plaie des écoanxieux. À l'encontre de cette vision crépusculaire, ceux qui s'expriment sur la question climatique persistent à croire au scénario d'une mort évitable, c'est-à-dire à la possibilité, *in extremis*, d'un sursaut salutaire.

Malgré les désaccords multiples qui déchirent les écologistes quant aux formes précises que devrait prendre ce sursaut (les uns veulent recourir aux mécanismes du marché, les autres s'y refusent ; les uns attendent de la technologie un rôle messianique, les autres y voient le risque d'un nouveau pacte avec le diable), on trouve tout de même chez eux une autre prémisse commune : celle qui consiste à voir dans l'ignorance le premier

obstacle à notre réveil. Tous s'accordent, en effet, sur la nécessité de « conscientiser » les masses et les décideurs, de documenter la menace dans ses moindres détails, d'énumérer – parfois avec une délectation morbide – la liste des fléaux qui nous attendent. Nous souffririons, en d'autres termes, d'un déficit de connaissance, face auquel les écologistes chercheraient à imposer le remède du savoir. Notre ignorance aurait évidemment plusieurs sources. On accusera, au premier chef, les entreprises polluantes d'étouffer la vérité, de faire ombrage à sa diffusion, de généraliser le doute à son égard. On reprochera aux politiciens de ne pas écouter la science, de refouler la parole des experts pour éviter d'avoir à réaliser pleinement, sans fard ni pudeur, les conséquences de notre mode de vie mortifère. On blâmera les médias de ne pas parler suffisamment de la catastrophe à venir, ou encore de la noyer sous un lot de nouvelles insignifiantes et d'injonctions contradictoires (en faisant encore la promotion des voyages, des voitures, des maisons de luxe, etc.).

Je qualifierais volontiers cette position de « socratique », dans la mesure où elle fait écho à la fameuse formule maintes fois répétée par Socrate selon laquelle « nul ne fait le mal volontairement ». L'œuvre de Platon renferme plusieurs théories pour expliquer la tendance de l'être humain à ne pas faire le bien qu'il devrait faire, et l'une d'entre elles,

associée à la figure de Socrate, tient précisément au paradoxe dit de la « vertu-science ». Socrate soutenait en effet, à l'encontre (*para*) de l'opinion (*doxa*) commune, que c'est par ignorance de la vertu, par manque de science à l'égard de ce qui constitue le bien authentique, que les hommes se livrent au mal. La connaissance de la vertu se présentait pour lui comme une condition *suffisante* de l'action vertueuse ; il suffisait de la posséder pour que, infailliblement, notre action se règle sur elle, de la même façon que l'aiguille d'une boussole se tourne magnétiquement vers le nord. Comme Socrate l'explique à Protagoras dans le dialogue éponyme de Platon, l'idée que quelqu'un qui « connaît ce qui est bon et ce qui est mauvais » puisse être détourné de « ce que la science lui prescrit<sup>4</sup> » lui semblait inconcevable. De son point de vue, seuls des hommes qui méconnaissent le bien – ce qui revient le plus souvent à prendre des biens apparents pour le bien réel – peuvent commettre le mal.

Dans l'histoire de la philosophie, on a qualifié cette position d'« intellectualiste », dans la mesure où elle prête une sorte d'omnipotence au savoir et néglige la possibilité que les passions puissent commander nos actions *alors même que nous les savons fondamentalement mauvaises*. Même s'il y aurait des nuances à apporter afin de tenir compte des subtilités de la position socratique<sup>5</sup>, il demeure que celle-ci présente des similitudes frappantes avec la croyance inébranlable des écologistes dans l'aptitude du savoir à déclencher un cycle irrésistible d'actions vertueuses. À écouter certains militants, il suffirait que la connaissance accède à la conscience de chacun pour susciter une épiphanie, délivrant l'esprit des œillères qui obstruaient jusqu'alors la vision du Bien véritable. L'ignorance, en ce sens, est bel et bien présentée comme la source première de notre aveuglement : c'est parce que nous ne voyons pas clair que nous continuerions de marcher vers l'abîme.

Même si certains pourraient être tentés de tourner cette position en dérision, il serait injuste de lui dénier toute part de vérité. Après tout, on ne saurait nier que plusieurs secteurs de l'économie dépendent, pour leur maintien, du déni des implications les plus dérangeantes des changements climatiques. Il est tout aussi incontestable que plusieurs politiciens ont avantage à fermer les yeux sur les informations qui ne servent pas les intérêts des divers lobbies qui les soutiennent. On peut même penser que la simple volonté de créer des emplois pour assurer leur réélection en pousse certains à prêter furtivement l'oreille au discours climatosceptique, ne serait-ce que pour éviter la dissonance cognitive insupportable qui consisterait à créer des emplois nocifs pour la planète *tout en sachant qu'ils contribuent ainsi à compromettre l'avenir de leurs*

*enfants*. On s'imagine mal un politicien comme Legault ou Trudeau reprendre les mots terribles prononcés par Médée juste avant de tuer ses deux enfants : « Je vois le bien et je l'approuve, mais je fais le mal<sup>6</sup>. » Je ne doute pas, à ce titre, qu'il doit entrer une bonne dose d'ignorance ou de cécité volontaire dans la conduite de ceux qui prennent des décisions contraires à ce qu'exigerait l'urgence climatique. Il n'est donc pas complètement insensé de dire que, *s'ils savaient vraiment ce qu'ils font*, ils s'en abstiendraient (ce qui n'est pas sans rappeler une certaine formule biblique<sup>7</sup>). On peut ainsi penser que, même face à un climatologue chevronné qui lui explique les détails d'une projection catastrophique, le politicien moyen dispose d'un petit mécanisme de filtrage interne qui lui permet de hocher la tête, d'afficher un air sombre pétri d'inquiétude, tout en désamorçant un à un chacun des faits qui parviennent jusqu'à lui, allant jusqu'à les priver de toute charge affective.

Quelle que soit la part de justesse qui accompagne cette grille de lecture, ce n'est toutefois pas l'hypothèse que j'aimerais explorer dans cet essai. Tout en admettant que les individus puissent s'adonner à toutes sortes de contorsions mentales pour faire fi du réel, j'é mets l'hypothèse que les États, et plus particulièrement les États les plus puissants qui dictent la marche du monde, *savent très bien* ce qui se passe et agissent *en dépit* des risques que nous courons. Pour dire les choses autrement : il me semble que la plus grande entrave à toute prise en compte véritable des changements climatiques se situe à un niveau géopolitique, c'est-à-dire dans la structure même des relations internationales et dans le type de rationalité particulière qui en émane. Contrairement au philosophe Jean-Pierre Dupuy, qui soutenait que notre malheur vient du fait que « nous ne croyons pas à ce que nous savons<sup>8</sup> » (ce qui est une autre façon de dire que nous n'adhérons pas vraiment au discours catastrophiste ambiant), j'aimerais avancer l'idée que, considéré à l'échelle des États, notre malheur vient plutôt du fait que *nous ne pouvons pas agir* en fonction de ce que nous savons. Tout se passe en effet comme si les « monstres froids » que sont les États, comme les appelait Nietzsche, font le calcul qu'agir uniquement en fonction des injonctions écologistes risquerait d'aller à l'encontre de leurs intérêts. Aussi désespérant que cela puisse paraître, cela revient bel et bien à dire que, du point de vue de la rationalité étatique, la lutte active contre les changements climatiques se présente comme un mal, une option à la fois déraisonnable et dangereuse.

Comment diable, rétorquera-t-on, la tentative d'éviter notre autodestruction pourrait-elle constituer un mal ? Comment la volonté de survivre

aurait-elle quoi que ce soit de dangereux ou de déraisonnable ? Pour comprendre ce paradoxe, il est utile de se tourner vers la discipline des relations internationales, et plus spécialement vers son paradigme dominant qu'est la théorie réaliste. Redevable à des penseurs comme Thucydide, Machiavel, Hobbes, Clausewitz ou plus récemment Hans Morgenthau et Raymond Aron, la théorie réaliste a pour principale caractéristique de chercher à comprendre les relations internationales telles qu'elles sont et non pas telles qu'on aimerait qu'elles soient. On me pardonnera d'emprunter ici un ton quelque peu scolaire, mais il me semble utile de résumer les principaux constats qui fondent l'approche réaliste. Je tâcherai de montrer ensuite en quoi ils permettent d'éclairer l'impasse dans laquelle se trouve l'humanité par rapport aux changements climatiques.

1) L'élément le plus décisif qui retient l'attention des penseurs réalistes réside dans le caractère fondamentalement anarchique du système international, caractérisé par l'absence de pouvoir central capable d'imposer un ordre commun à l'ensemble des États et de punir ceux qui le transgressent. C'est donc dire que le « monopole de la violence physique légitime » dont parlait Max Weber et qui permet à chaque État de pacifier les relations entre individus en son sein ne trouve aucun équivalent à l'échelle des relations entre États. Lorsqu'un conflit surgit, les acteurs étatiques ne peuvent compter sur aucun gendarme pour rétablir l'ordre ; ils doivent choisir entre se montrer diplomates ou recourir à la force. Comme le rappelait Hobbes, la conséquence la plus dramatique de cet « état de nature » est que ceux qui détiennent l'autorité souveraine vivent malgré eux « dans une continuelle suspicion, et dans la situation et la posture des gladiateurs, leurs armes pointées, les yeux de chacun fixés sur l'autre<sup>9</sup> », incapables de prévoir avec certitude les mouvements que leurs rivaux leur réservent. S'il est facile pour le Québécois moyen d'oublier cette réalité, surtout en contexte de paix prolongée, chaque État n'en consacre pas moins des ressources considérables à s'en soucier au quotidien, et ce, avec la même ardeur qu'un paranoïaque.

2) Le deuxième constat que font les théoriciens de l'école réaliste est que les acteurs qui structurent les relations internationales sont les États, c'est-à-dire des groupes humains institutionnalisés qui règnent sur un territoire donné et qui se distinguent par toutes sortes de préférences et d'intérêts (souvent antagonistes). Ces groupes ne sont pas égaux, dans la mesure où

ils n'ont pas la même taille, le même accès aux ressources, la même puissance de frappe en cas de conflit, etc. Ce point est important, parce que les réalistes ont souvent moqué les prétentions d'une certaine vision cosmopolite qui aime à présenter l'humanité comme le véritable acteur des relations internationales, comme si tous les hommes avançaient dans une seule direction avec une conscience claire et unifiée de leur destination. Historiquement, les discours qui traitent des intérêts communs de l'humanité et qui chantent les bienfaits d'une coopération multilatérale étroite ont le plus souvent servi de déguisement idéologique à des intérêts égoïstes. Il n'y a qu'à penser à l'idéalisme d'un Woodrow Wilson, qui servait surtout de masque aux intérêts américains de son temps. De la même façon, ce n'est que lorsque la Grande-Bretagne a été assez dominante commercialement qu'elle s'est mise à promouvoir partout les vertus pacifisatrices du libre-échange. L'internationalisme libéral a toujours d'abord servi de façade vertueuse au désir très conservateur de renforcer le statu quo qui avantageait certaines puissances<sup>10</sup>. Que le discours moralisateur puisse servir de paravent à des mobiles plus inavouables n'a rien, cela dit, pour étonner : « l'hypocrisie, comme le disait La Rochefoucauld, est un hommage que le vice rend à la vertu<sup>11</sup> ».

3) En plus de leur insistance sur l'anarchie constitutive du système international et la centralité des États au sein de ce système, les réalistes se font aussi une certaine idée de l'objectif premier que poursuivent les États : la maximisation de leur puissance, qui n'est rien d'autre que la capacité d'une nation à tirer profit de toute conjoncture favorable ou à se protéger, à l'inverse, contre tout retournement funeste des circonstances. Hans Morgenthau rappelait à cet égard que, quels que soient les grands principes qu'il professe, un État ne connaît ultimement qu'« un seul impératif catégorique, un seul critère de raisonnement, un seul principe d'action<sup>12</sup> », à savoir la poursuite de son intérêt national, lequel peut inclure beaucoup de choses, mais dont les attributs essentiels se ramènent à tout ce que le confort a tendance à nous faire tenir pour acquis : la défense de l'intégrité territoriale, l'accès à l'eau, à la nourriture et à l'énergie, etc. La récente pandémie de COVID-19 nous a d'ailleurs rappelé à la dure cette réalité : lorsqu'une crise ramène à l'avant-plan la rareté de certaines ressources, l'intérêt national éclipse vite tout intérêt commun. Au moment où j'écris ces lignes, par exemple, onze pays concentrent quatre-vingt-dix pour cent des doses de vaccin injectées. Oxfam rapportait récemment que les pays riches, qui représentent

à peine quatorze pour cent de la population mondiale, ont déjà réservé cinquante-trois pour cent des vaccins les plus prometteurs. En dépit de ses discours mielleux sur « l'intérêt public mondial », le Canada de Justin Trudeau a déjà réservé assez de doses vaccinales pour immuniser cinq fois toute sa population, et ce, alors même que près de soixante-dix pays pauvres ne parviendront à vacciner qu'un habitant sur dix au cours de la prochaine année. A-t-on vu de grandes manifestations pour dénoncer ces injustices ? Je n'en ai vu aucune, et je doute que ce soit par simple respect des consignes sanitaires. Le plus probable est qu'en période de crise, beaucoup s'accommodent secrètement de l'immoralité de la raison d'État, comme si cette dernière avait pour fonction de synthétiser à l'échelle collective, à l'abri des remords et de la mauvaise conscience, des penchants qui sont bel et bien les nôtres, mais que personne n'oserait revendiquer publiquement pour soi-même. Nous sous-traitons pour ainsi dire à l'État la volonté de puissance dont nous aimons nous croire exempts lorsque nous nous regardons dans le miroir.

4) Le dernier élément qui complète le portrait passablement pessimiste que brossent les réalistes tient à la fragilité de la paix internationale et aux conditions de son maintien. Je me contenterai de dire à cet égard que la stabilité dépend surtout à leurs yeux de l'équilibre des puissances. S'il existe plusieurs configurations (multipolaire, bipolaire, unipolaire) dans lesquelles la paix peut s'installer, pourvu que toutes les forces en présence parviennent à se contrebalancer, on estime généralement que le contexte le plus incertain et le plus précaire est celui où une puissance hégémonique voit sa mainmise contestée par une puissance montante, ce qui est précisément le contexte qui prévaut aujourd'hui.

À la lumière de ce bref résumé des thèses réalistes, j'aimerais tenter de montrer en quoi la question géopolitique constitue à mon sens le grand angle mort de la pensée écologiste contemporaine, comme si l'attention de cette dernière était à ce point obnubilée par la menace – il est vrai assez obsédante – qu'elle en était venue à négliger les obstacles inhérents au monde dans lequel il faut la combattre. La meilleure façon de saisir les implications de la théorie réaliste pour les changements climatiques est de se focaliser sur les deux puissances dominantes de notre temps : la Chine et les États-Unis<sup>13</sup>. Pourquoi, pourrait-on se demander, ces deux États, qui produisent à eux seuls quarante-trois pour cent des émissions mondiales de dioxyde de carbone, ne suspendent-ils pas leurs querelles afin de se concentrer sur le véritable enjeu prioritaire du siècle ? Ne serait-il pas raisonnable de coopérer afin d'endiguer un phé-

nomène qui menace de perturber durablement les équilibres écosystémiques de la Terre et, partant, les conditions mêmes de la vie ?

Malheureusement, une telle question fait fi du caractère anarchique du système international qui fait peser sur toute tentative de coopération le risque d'être victime d'un jeu de dupes. Il est éclairant à cet égard d'évoquer le dilemme du prisonnier, pièce centrale de la théorie des jeux et qui illustre à merveille la tendance des hommes à tricher lorsqu'ils ne peuvent avoir d'assurance sur le comportement d'autrui. Je résume ici les grandes lignes du dilemme formulé en 1951 par le mathématicien canadien Albert W. Tucker : deux complices d'un crime se trouvent incarcérés dans deux cellules distinctes d'un établissement carcéral, sans possibilité de communiquer. Le directeur de la prison les approche à tour de rôle et leur propose les trois options suivantes : 1) si un seul des complices dénonce l'autre, il sera remis en liberté et l'autre écoperà d'une peine de dix ans ; 2) si les deux se dénoncent, ils subiront une peine de cinq ans ; 3) si les deux s'abstiennent de se trahir, ils ne passeront que six mois derrière les barreaux, faute de preuve suffisante.

De la même façon qu'on se dit que la Chine et les États-Unis gagneraient à coopérer pour combattre les changements climatiques, quiconque se penche sur ce dilemme se dira que les deux prisonniers ont avantage à choisir la troisième option, celle qui limiterait leur peine à six mois. Or, pour la vaste majorité de ceux qui font face à un tel dilemme, ce n'est pas la voie de la coopération qui l'emporte, mais bien celle de la trahison. La principale raison qui explique ce résultat tient à l'impossibilité de contraindre l'autre à choisir l'option qu'on attend de lui, situation qui conduit le commun des mortels à privilégier stratégiquement son intérêt individuel au mépris de l'intérêt collectif, aussi évident que celui-ci puisse paraître à première vue.

Le grand drame des changements climatiques trouve sa source dans une configuration semblable à celle du dilemme du prisonnier. À l'instar de ce dernier, l'absence de pouvoir transnational force les États à choisir un mal certain dans le but d'éviter un autre mal, incertain celui-là, qui vient de la trahison possible de leurs rivaux dans un monde où le moindre engagement vertueux unilatéral peut servir aux uns à accroître leur puissance aux dépens des autres. « Si la Chine a trompé le monde au sujet de la gravité de la COVID-19 au moment de sa première éclosion, pourquoi ne me mentirait-elle pas sur ses cibles de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ? » Ainsi raisonne tout État conscient de l'impossibilité de connaître les intentions réelles de ses interlocuteurs.

Nous nous trouvons ainsi, avec les change-

ments climatiques, devant un phénomène de coopération collective défailante comparable à celui qui s'est produit pendant la guerre froide, lorsque les États-Unis et l'URSS se sont livrés à une course aux armements proprement délirante (rappelons que l'explosion de seulement cinq pour cent de l'arsenal nucléaire mondial suffirait à rendre la planète inhabitable), et ce, alors même que l'intérêt commun commandait de désarmer. Les militants écologistes contemporains ne sont pas sans évoquer en ce sens les militants antinucléaires des années 1950 : ils s'agitent, impuissants, face au déploiement d'une folie que la structure des relations internationales rend non seulement rationnelle, mais inéluctable.

Il faut dire que la menace climatique invite d'autant moins à l'action que, contrairement au dilemme du prisonnier qui présente des peines fixes, connues d'avance, les changements climatiques s'accompagnent d'un certain degré d'incertitude quant à leur ampleur, en plus d'entraîner des conséquences inégalement réparties d'un territoire à l'autre (si les États-Unis étaient une petite île du Pacifique, il y a fort à parier qu'ils auraient tout fait pour limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius, seuil critique pour éviter une hausse trop importante du niveau des océans). Or, à la différence d'un astéroïde qui risquerait de frapper la Terre à une date précise et selon une trajectoire facilement identifiable, la nature diffuse et graduelle des changements climatiques conduit la Chine et les États-Unis à continuer de se comporter comme les deux gladiateurs décrits par Hobbes, c'est-à-dire à se maintenir, coûte que coûte et sans détourner le regard, dans une lutte jalouse pour la domination économique, militaire, technologique et éventuellement culturelle du système international.

Y a-t-il un autre dénouement possible ? J'aimerais répondre par l'affirmative, mais je ne le crois pas, au point que c'est peut-être la formule qui coiffe l'*Enfer* de Dante que j'aurais dû mettre en exergue au présent essai : « Toi qui entres ici, abandonne toute espérance<sup>14</sup>. » Je me sens d'ailleurs d'autant plus renforcé dans mon désespoir lorsque j'apprends que l'ancien ministre de l'Environnement de la République française, Yves Cochet, considère que, pour s'en sortir, « il faudrait tout de suite diviser la production nationale par dix<sup>15</sup> ». Que cela puisse être nécessaire pour freiner le dérèglement du climat, je le conçois bien, mais l'idée qu'une puissance de la taille des États-Unis ou de la Chine appliquera un tel programme relève assurément de la pensée magique.

Nous touchons là au cercle vicieux infer-

nal dans lequel la structure internationale nous enferme : les mesures nécessaires pour inverser la tendance étant devenues trop exigeantes, les États sont amenés à se faire peu à peu à l'idée d'une hausse moyenne des températures dépassant de loin les 2 degrés Celsius (on parle même de scénarios allant jusqu'à 6,4 degrés Celsius d'ici 2100), ce qui les conduit du même coup à envisager le monde de demain sous le signe d'une incertitude géopolitique aggravée, laquelle entraîne, du point de vue de la rationalité étatique, un *désir de renforcement de la puissance* et non sa réduction. Bref : tout sauf une division par dix de la production nationale ! Ce qui est à l'œuvre, ce n'est d'ailleurs pas tant un *désir de dominer pour dominer* (comme le voudrait une conception simpliste de la puissance), mais un *désir de dominer en vue de maximiser ses chances de survie* dans un environnement qui s'annonce de plus en plus inhospitalier<sup>16</sup>. Comme le soulignait Hobbes dans son *Léviathan*, le propre d'un système anarchique n'est pas tant que la violence s'y déchaîne partout et à tout moment, mais bien que son surgissement demeure une possibilité constante, jamais jugulée. Dans une belle image qui rappelle toute la subtilité de sa pensée (souvent injustement caricaturée par ses détracteurs), Hobbes comparait le chaos de l'état de nature au mauvais temps : lorsqu'on dit qu'il ne fait pas beau, on ne réfère pas nécessairement à une pluie permanente, mais à une *tendance permanente à pleuvoir*, et c'est pourquoi nous nous préparons en conséquence<sup>17</sup>. La nécessité de ne jamais céder sur sa puissance est à l'État ce que la nécessité de sortir avec un parapluie est à l'homme qui s'aventure dehors par temps gris.

Qui accédera aux réserves d'eau potable ? Qui saura conserver dans sa zone d'influence le plus grand nombre de terres fertiles ? Comment les frontières seront-elles défendues ? En cas de rupture des chaînes d'approvisionnement, pendant combien de temps nos réserves d'énergie pourront-elles durer ? Qui mettra la main sur les ressources inexploitées qui se libéreront avec la fonte des glaces en Arctique<sup>18</sup> ? Qui contrôlera les nouvelles voies maritimes qui en résulteront ? Telles sont quelques-unes des questions angoissantes qui occupent certainement l'esprit de quelques hauts gradés du Pentagone et du Comité central du Parti communiste chinois à l'heure actuelle. Il faut dire que même le metteur en scène Dominic Champagne, un homme à l'esprit plutôt rêveur et idéaliste, semblait récemment reconnaître la logique qui mène tout droit à ce genre de questionnements : « Le grand malheur, disait-il dans un éclair de lucidité,

c'est que ceux qui auront encore des réserves importantes d'énergie, en armes, en mobilité, risquent de s'en tirer encore mieux<sup>19</sup>. » Ces propos convergent avec un autre passage glacial du rapport sur les changements climatiques remis au Pentagone en 2004 : « Dès qu'il s'est agi de choisir entre mourir de faim et piller ses voisins, les hommes ont opté pour le pillage<sup>20</sup>. » D'où l'importance de toujours anticiper le pire.

Aussi déprimante soit-elle, la prise en compte de la question géopolitique a en outre le mérite de nuancer le rôle central qu'attribuent plusieurs militants écologistes au système capitaliste. Le fait est que l'importance qu'il revêt dans nos sociétés ne peut être comprise indépendamment de la quête de puissance des États, qui voient en lui la machinerie la plus efficace pour assurer leur prééminence. Comme le soulignait le théoricien néoréaliste Robert Gilpin : « Les capacités militaires d'une puissance prédominante reposent [...] sur ses forces productives qui constituent la précondition matérielle *sine qua non* de ses prétentions à l'hégémonie<sup>21</sup>. » En d'autres termes, la puissance militaire d'un État est intimement liée à son niveau de développement industriel et technologique. Cela revient à dire que la compétition économique n'est elle-même qu'une facette de la compétition géopolitique, et que l'une peut difficilement aller sans l'autre. Le cas de la guerre froide s'avère ici encore des plus instructifs : si l'URSS a perdu cette guerre, c'est entre autres à cause de son PIB famélique et de la part toujours croissante de sa richesse qu'elle devait consacrer à ses dépenses militaires pour suivre le rythme de son rival américain, rythme qui finit par lui devenir insoutenable. Aujourd'hui, c'est la rivalité sino-américaine qui est à l'avant-scène, et le géopolitiste français Jean-Michel Valantin ne saurait viser plus juste lorsqu'il soutient, dans un récent livre, que la relation complexe qui oppose l'Aigle et le Dragon est « l'un des moteurs les plus puissants de la crise du climat et de la biodiversité et [ce qui] la verrouille dans une trajectoire d'aggravation permanente<sup>22</sup> ».

Toutes ces considérations me donnent l'impression de comprendre pour la première fois le sens profond d'une affirmation étrange que j'ai souvent entendue dans la bouche de politiciens républicains aux États-Unis. Selon eux, les changements climatiques seraient un « complot chinois ». Adhèrent-ils vraiment à cette idée farfelue ? Je l'ignore. La méfiance fondée sur des raisons imaginaires peut parfois s'avérer plus efficace que la méfiance fondée sur des raisonnements rigoureux (on peut y voir

une ruse de la raison paranoïaque). Quoi qu'il en soit, ce que craignent fondamentalement ces politiciens, c'est que l'application aveugle des demandes écologistes confère un avantage stratégique à la Chine et compromette la capacité des États-Unis à défendre leur intérêt national en temps opportun (intérêt qui tient en priorité à leur indépendance énergétique et donc, à moins d'une révolution technologique, à l'exploitation des énergies fossiles, même si cela revient évidemment à brûler la chandelle par les deux bouts). Lorsqu'on considère l'insuffisance criante des mesures adoptées par le Parti démocrate ces dernières années pour lutter contre les changements climatiques, notamment sous le règne d'Obama, on se dit que la gauche gouvernementale n'est pas loin de partager cette conviction (complotisme en moins). En effet, sur cette question, la principale différence entre la gauche et la droite semble être que la première est plus encline à faire des promesses qu'elle sait impossibles à tenir, tandis que la seconde, n'ayant pas le même électorat à séduire, peut tranquillement s'abandonner à son indifférence coupable.

•

Je m'en voudrais de conclure ce texte sans dire un mot de nos « quelques arpents de neige<sup>23</sup> », pour reprendre la célèbre formule dédaigneuse de Voltaire pour désigner la Nouvelle-France. Qu'en est-il du Québec au chapitre de la crise climatique ? Dans un livre récent, l'essayiste Alexandre Poulin a pointé la fonction compensatoire que pouvait remplir la question écologique pour une petite nation comme la nôtre<sup>24</sup>. Selon lui, après la faillite des grands récits qui ont structuré l'imaginaire collectif depuis la Révolution tranquille, une partie de nos élites auraient vu dans la question écologique une occasion de renouer avec un vieil archétype de la pensée canadienne-française : le messianisme<sup>25</sup>. De même qu'au 19<sup>e</sup> siècle le clergé nous prêtait la mission d'évangéliser l'ensemble des habitants de l'Amérique du Nord (avec le succès que l'on sait), notre vocation serait aujourd'hui de servir de modèle mondial à la lutte contre les changements climatiques. Devant la grandiloquence mégalomane de certains discours, il est difficile de ne pas donner raison à Poulin.

La vérité, après tout, est cruelle : si personne ne saurait reprocher au Québec de vouloir entretenir un rapport plus sain à la nature, il demeure que notre position est celle de spectateurs sans recours face à la course folle des

grandes puissances. Nous habitons un minuscule wagon dans le train de l'Histoire, sans accès à la salle des machines pour activer le frein d'urgence. Nous sommes en quelque sorte condamnés à voir notre sort scellé par des forces que nous ne maîtrisons pas et sur lesquelles nous n'avons aucun effet (surtout pas, malheureusement, en français). Avec une population de 8,5 millions de personnes (ce qui nous situe entre la Bulgarie et la Biélorussie), qui croit sérieusement que le Québec pèse sur la destinée des affaires mondiales ? Il est bon de se rappeler à l'occasion que la planète compte environ cent soixante-quinze Chinois pour chaque Québécois. Premier de classe au Canada grâce au hasard non mérité de ses réserves hydroélectriques, le Québec aurait beau être rayé de la carte demain matin, les émissions totales de gaz à effet de serre ne diminueraient que de 0,18 pour cent.

Bien sûr, la prise de conscience de notre insignifiance ne devrait pas nous inviter à la complaisance nihiliste ou nous pousser à multiplier les occasions de polluer, mais elle devrait au moins nous imposer une bonne dose d'humilité, laquelle pourrait se traduire, faute d'une décroissance de l'économie, par une décroissance du langage hyperbolique et des enflures verbales lorsque vient le temps de décrire ce qui est en notre pouvoir.

Le Québec occupe tout sauf le devant de la scène. Et le rôle que nous avons à jouer sur cette scène, à supposer même que nous en ayons un, s'apparente à celui du narrateur d'un petit poème en prose de Baudelaire intitulé « Le gâteau », où celui-ci observe passivement deux enfants affamés se chamailler pour un bout de pain – à la différence que, dans notre cas, ce sont des États que nous voyons s'entredéchirer pour une portion de puissance. Or, si les scénarios apocalyptiques les plus redoutés se réalisent, je me dis qu'il pourrait arriver un jour à cette puissance tant convoitée ce qui est arrivé au petit morceau de pain décrit par Baudelaire : « Le gâteau voyageait de main en main et changeait de poche à chaque instant ; mais, hélas ! il changeait aussi de volume ; et lorsqu'enfin, exténués, haletants, sanglants, ils s'arrêtèrent par impossibilité de continuer, il n'y avait plus, à vrai dire, aucun sujet de bataille ; le morceau de pain avait disparu, et il était éparpillé en miettes semblables aux grains de sable auxquels il était mêlé<sup>26</sup>. » Mais pour cela, il est vrai, il faudrait aussi que l'humanité disparaisse. ■

1. Déjà en 2017, on estimait à seulement un pour cent les chances d'atteindre les objectifs prévus par l'accord de Paris. Pour les prochaines années, les gouvernements des pays producteurs d'énergies fossiles annoncent une production qui dépasse de cent vingt pour cent les engagements pris dans le même accord. L'ONU indique que nos efforts devraient être multipliés au moins par cinq pour limiter la hausse des températures à 1,5 degré Celsius.
2. Voir D. Meadows, J. Randers et D. Meadows, *Halte à la croissance ?*, Fayard, 1972.
3. Même si l'impératif de croissance semble davantage consubstantiel à la dynamique interne du capitalisme, il demeure historiquement indissociable du communisme, ne serait-ce que parce que celui-ci a toujours été contraint de rivaliser avec des sociétés capitalistes et donc de veiller à l'accroissement continu de sa puissance industrielle et militaire.
4. Platon, *Protagoras*, GF-Flammarion, 1997.
5. Je me permettrai à ce sujet de renvoyer le lecteur à mon mémoire de maîtrise : Ugo Gilbert Tremblay, *La disculpation platonicienne. Étude sur la signification et l'évolution du concept de faute involontaire dans l'œuvre de Platon*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 2014.
6. Ovide, *Les métamorphoses*, Garnier-Flammarion, 1966.
7. « Mon Père, pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font. » (Luc 23, 34.)
8. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2002.
9. Thomas Hobbes, *Léviathan*, Sirey, 1971.
10. Voir l'ouvrage classique d'Edward H. Carr, *The Twenty Years Crisis, 1919-1939. An Introduction to the Study of International Relations*, Harper and Row, 1964.
11. François de La Rochefoucauld, *Réflexions ou sentences et maximes morales*, Claude Barbin, [1665].
12. H. Morgenthau, *In Defense of the National Interest*, Knopf, 1951.
13. Il y aurait eu aussi beaucoup à dire sur l'Europe, qui aime à se présenter comme la championne de l'humanité en matière de lutte contre les changements climatiques, alors même que les nombreuses délocalisations industrielles des dernières décennies lui ont permis de réduire artificiellement son bilan carbone (ce qu'elle ne produit plus chez elle, elle le fait désormais produire ailleurs).
14. Dante, *La divine comédie – L'Enfer*, GF-Flammarion, 2004.
15. Voir le texte d'Alain Deneault publié dans ce même dossier.
16. John Mersheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, Norton, 2001.
17. Thomas Hobbes, *op. cit.*
18. On parle de ressources abondantes en pêcheries, de plusieurs gisements de minéraux rares, en plus de treize pour cent des réserves mondiales de pétrole et de trente pour cent du gaz naturel connu.
19. Alexis Riopel, « Faut-il instaurer une dictature environnementale ? », *Le Devoir*, 28 octobre 2019.
20. Peter Schwartz et Doug Randall, *Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique*, Allia, 2006.
21. Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Princeton University Press, 1981.
22. Jean-Michel Valantin, *L'Aigle, le Dragon et la crise climatique*, Seuil, 2020.
23. Voltaire, *Candide ou L'optimisme*, Gallimard, 1999.
24. Alexandre Poulin, *Un désir d'achèvement. Réflexions d'un héritier politique*, Boréal, 2020.
25. Voir Michel Brunet, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme », *Écrits du Canada français*, n° 3, 1957, p. 31-118.
26. Charles Baudelaire, *Le spleen de Paris. Petits poèmes en prose*, Gallimard, 2010.